

monwealth à cet égard, le gouvernement a-t-il reçu quoi que ce soit du premier ministre britannique indiquant que les intérêts canadiens seront sacrifiés à l'entrée de la Grande-Bretagne au Marché commun?

L'hon. Robert Winters (ministre du Commerce): Monsieur l'Orateur, peut-être me permettrait-on de répondre à la question. Les comités de liaison ont été formés conformément aux ententes conclues lors de la conférence ministérielle. La semaine dernière, la semaine précédente, des fonctionnaires du ministère du Commerce, accompagnés d'autres membres du personnel du ministère en poste à Londres, ont tenu une conférence avec leurs homologues de Londres et il n'a pas été question de sacrifier quoi que ce soit.

LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON

LA DÉSIGNATION DU PRÉSIDENT ET DU VICE-PRÉSIDENT

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Donald MacInnis (Cap-Breton-Sud): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Peut-il maintenant nous faire connaître les noms du président et du vice-président de la Société de développement du Cap-Breton?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Non, pas encore, monsieur l'Orateur.

L'AGRICULTURE

LA MODIFICATION DES NORMES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. W. Danforth (Kent (Ont.)): Je voudrais poser une question au ministre de l'Agriculture qui connaît bien les instances faites ces derniers mois par les représentants des agriculteurs sur la politique agricole du gouvernement. Le ministre peut-il me dire si on fera des déclarations bientôt sur une modification de la politique agricole du gouvernement ou si nous devons attendre qu'une mesure législative soit présentée à l'automne?

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, le député sait que nous créons un groupe de travail qui revisera les objectifs à long terme en matière agricole, et nous espérons annoncer sous peu la nomination des membres du groupe, qui travaillera en étroite collaboration avec le gouvernement. Ce n'est pas une commission qui mènera ses propres délibérations et déposera son rapport un ou deux ans plus tard. Si une des recommandations du groupe vise l'a-

doption d'une mesure législative, évidemment elle sera déposée et étudiée suivant la méthode usuelle. A part cela, le gouvernement continuera à réviser les besoins de la communauté agricole et à présenter toute mesure législative ou toute politique qui sera nécessaire pour maintenir l'agriculture du Canada à l'avant-garde.

L'hon. M. Starr: Puis-je invoquer le Règlement, monsieur l'Orateur?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Avant que le député invoque le Règlement, la Chambre consentirait-elle à entendre le représentant de Compton-Frontenac qui a une question à poser. Puis-je ajouter que j'ai permis qu'on dépasse le temps réservé à la période des questions.

[Français]

LES ALLOCATIONS FAMILIALES

QUESTION RELATIVE AU RELÈVEMENT DU TAUX

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Henri Latulippe (Compton-Frontenac): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse à l'honorable ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Vu que le taux des allocations familiales n'a pas été relevé depuis 1944, le ministre a-t-il l'intention de faire une déclaration à ce sujet pour l'avenir?

[Traduction]

L'hon. A. J. MacEachen (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, le problème des allocations familiales a été soulevé il a quelque temps à une conférence fédérale-provinciale et y a fait l'objet de discussions. Depuis lors, le ministre examine le régime des allocations familiales, en vue de soumettre, un jour, des instances au gouvernement. Toutefois, nous n'avons pas l'intention de présenter des mesures à la Chambre dans un avenir prévisible.

[Français]

L'AGRICULTURE

QUESTION RELATIVE À LA MODIFICATION DE LA POLITIQUE LAITIÈRE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Auguste Choquette (Lotbinière): Monsieur l'Orateur, une dernière question au ministre de l'Agriculture, que je veux d'ailleurs féliciter sincèrement comme étant un de ceux-là qui ont fait le plus pour la classe agricole, depuis qu'il occupe ses fonctions, opinion qui est d'ailleurs partagée par les cultivateurs.